

MALAUCENE. Le secrétaire du syndicat CGT dénonce l'attentisme autour des possibilités de reprise.

Les Papeteries sur le fil du rasoir

■ La réception d'une délégation en Préfecture concernant le dossier des Papeteries de Malaucène, prévue ce mercredi 2 a finalement été reportée au 8 septembre en fin de matinée.

Un report très moyennement apprécié par le secrétaire syndical CGT des Papeteries, Jean-Marc Moulin que nous avons joint par téléphone. « La réunion est repoussée à la semaine prochaine sans qu'on ne sache trop pourquoi ; le nouveau préfet prend apparemment le temps d'entrer en fonction ; ensuite il y a la réunion programmée le 15 septembre à la CoVe (communauté de communes) sur la réindustrialisation du site mais nous, au syndicat, nous disons que le temps presse. Et on fait le forcing pour que l'Administration ne se laisse pas endormir. »



Jusqu'à présent les Papetiers sont restés mobilisés... « Il faut continuer à se battre » exhorte Jean-Marc Moulin, secrétaire du syndicat CGT.

« Une reprise, ou ça marche ou ça casse »

« La Direction Schweitzer-Maudit joue le contre-la montre, on le sait. Aujourd'hui, la totalité du personnel n'est plus dans l'usine, seule une trentaine de personnes y reste encore contre 200 salariés licenciés. C'est la fin de la fin : pour la Direction locale, il ne s'agit plus que de gérer le départ des gens et basta !

Cette situation est préjudiciable aux possibilités de reprise : si tout le personnel est éparpillé dans la nature, on perd inévitablement des compétences-clef, des techniciens qui feront défaut pour le redémarrage de l'activité. Et plus le temps va passer, plus ça va être difficile pour faire repartir.

Donc il ne faut pas que l'Administration se laisse bernier par la Direction qui, quoiqu'elle dise, n'envisage pas d'un bon œil de vendre

à un concurrent ou même à un autre papetier (NDRL : qui ne ferait pas du papier cigarette). Elle traîne des quatre fers pour contre-carrer la reprise. » De rappeler que cinq repreneurs potentiels se sont fait connaître, avec possibilité de sauver 150 ou 100 emplois.

En conséquence : « L'Etat doit honorer la garantie donnée cet été de tout faire pour préserver le site ; mais force est de constater que les deux intermédiaires désignés pour s'occuper de notre dossier ne font plus guère de bruit ; ils ne donnent même pas réponse à nos mails ! Certains des repreneurs ne sont adressés à nous pour avoir des renseignements, connaître la démarche à suivre ; or ce n'est pas au syndicat d'organiser la reprise. L'Etat, en laissant courir, se rendrait complice si rien n'aboutit » dénonce le res-

pensable syndical pour qui la stratégie de la Direction a toujours été de vendre le foncier et de récupérer le matériel pour l'expédier ailleurs.

Est-ce possible en l'état des choses ? Si la Direction ne facilite pas le rôle des délégués du personnel (pas de consultation, rétention d'informations etc), leur mandat en fait des salariés protégés, encore en place : « On vient dans une usine presque vide, mais pour le coup on garde l'œil sur le matos. Il restera là » énonce, avec un brin d'humour mais beaucoup de détermination, Jean-Marc Moulin.

MYRIAM STOCK

▲ En dernière minute : Michel Vauzelle (PS) président de la Région recevra une délégation des Papeteries le mardi 8 septembre à 16h à l'antenne de la Région à Avignon.

Vaucluse matin 5 septembre 2009

SOCIAL Alors que les 117 premières lettres de congé avant licenciement des Papetiers sont arrivées

La semaine politique de la dernière chance

MALAUCENE

Cette semaine risque d'être cruciale pour les Papetiers de Malaucène. Elle sera aussi politique puisque les représentants syndicaux et du comité d'entreprise ont noté plusieurs rendez-vous sur leurs agendas.

Il est vrai que l'heure est à l'urgence puisque les 117 premières propositions de congés de mobilité ont été faites aux 211 salariés.

Certaines ont été données de la main à la main. Les personnes concernées appartiennent

d'abord au service imprimerie qui a cessé de tourner mais tous les secteurs sont touchés.

Huit jours pour faire un choix

Chaque salarié qui a reçu un courrier a huit jours pour faire son choix. Ou il accepte et dispose d'un délai de deux à quatre mois en cas de reprise du site, ou il entre en congé de reconversion pour neuf mois, ce qui signifie le licenciement. Les élus syndicalistes savent bien que la partie se joue actuellement. C'est pour cela qu'ils multiplient les rendez-

vous afin de faciliter une reprise du site industriel.

Dans ce sens, une délégation de la CGT et des élus du comité d'entreprise sera reçue mardi matin à la préfecture et l'après-midi par Michel Vauzelle. Claude Haut les aura, lui, dans son bureau le vendredi 11 septembre.

Pour Thierry Georges, de la CGT locale : « Notre dossier entre exactement dans le projet Sarkozy sur les états généraux de l'industrie. Je me souviens que le secteur de la papeterie et de l'automobile faisait partie de ses priorités.

Ce n'est pas parce que c'est une prise de contact qu'il ne faut pas aller vite. D'autant qu'il y a des gens intéressés pour reprendre. Nous demanderons aux représentants de l'Etat de mettre en œuvre tous les leviers dont ils disposent. Il y a aussi le directeur départemental du travail qui a été muté. On aimerait connaître son remplaçant pour que quelqu'un suive le plan de sauvegarde de l'emploi. Nous n'avons plus le temps de nous perdre en discussion, nous sommes dans l'urgence ».

Bruno ALBERRO

Vse
Patric
S/09
EWSJ